



Plus de fausses nouvelles : James Comey perd la partie avec sa fuite qui ne contient aucune information

Par [Moon of Alabama](#)

Mondialisation.ca, 23 mai 2017

moonofalabama.org 17 mai 2017

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Ce texte est la suite des [« infobidons » d'hier](#), suivi d'une histoire sur un mémo de Comey.

1. Le *New York Times* en rajoute, sur l'histoire du virus à rançon WannaCry (qui est en fait [un des exploits](#) de la NSA), montant en mayonnaise l'affirmation infondée selon laquelle la Corée du Nord est derrière ce piratage : [« L'attention se tourne vers des cellules dormantes nord-coréennes qui pourraient être les coupables possibles de cette cyberattaque. »](#) L'histoire, curieusement, ne mentionne même pas la déclaration d'un membre de Google qui indique que les extraits de code que l'on trouve dans ce logiciel sont communs et réutilisés. Au lieu de cela, nous avons une longue élaboration sur la façon dont la Corée du Nord envoie des étudiants à l'étranger pour être formés en informatique et en programmation. Au paragraphe 4, l'histoire affirme :

Alors que les preuves augmentent que des pirates Nord-Coréens peuvent avoir des liens avec les assauts du virus de rançon...

Mais aucune preuve, aucune, n'est citée dans l'article. Les « *preuves qui augmentent* » ne le font qu'à la hauteur d'une taupinière. Onze paragraphes plus tard, nous apprenons que :

Il est également possible que la Corée du Nord n'ait aucun rôle dans ces attaques,

Ouah ! Six journalistes du *New York Times* ont collaboré à écrire cette déclaration de vingt paragraphes qui ne contient aucune nouvelle ou information raisonnable. Quel gâchis.

2. L'annonce par le Département d'État que la Syrie a construit un crématorium à l'intérieur d'une prison pour brûler des prisonniers exécutés n'a eu aucun suivi. Mais elle a eu des conséquences. La « *preuve* » présentée était trop mince pour être crédible. Même le *Spiegel*, pourtant sérieusement anti-syrien, en a douté : [USA bleiben Beweise für Assads Leichenöfen schuldig](#). Traduction : « *Les États-Unis ne peuvent montrer aucune preuve pour soutenir les accusations de crématorium dans les prisons d'Assad* ».

L'annonce du Département d'État a été faite lors d'une conférence de presse spéciale, par [Stuart Jones](#), secrétaire d'État adjoint intérimaire pour les affaires du Proche-Orient. Le lendemain, Jones a annoncé [qu'il démissionnait](#) :

Jones, 57 ans, a déclaré à ses collègues que la décision était la sienne et qu'on ne lui avait pas demandé ni poussé à la démission.

Heu. Bien sûr. Peut être. Ou alors le secrétaire d'État Rex Tillerson n'a pas aimé le spectacle de propagande boiteuse que Jones a présenté sous le sceau officiel du Département d'État.

3. L'invraisemblable « *Trump a révélé des renseignements critiques à la Russie* », est déjà en train de disparaître. Même les lecteurs réguliers du *New York Times* critiquent [l'article de leur journal](#) :

« Il est étrange que les médias donnent une telle importance et diffusent tellement de détails sur des informations supposément très secrètes, et sa source, afin de montrer combien le président Trump est irresponsable.

[...]

Il me semble que des deux, les médias et le président, les médias sont de loin le plus en faute pour la fuite de secrets d'État. Vraiment étrange : il semble que l'objectif de renverser Trump annule toutes les autres considérations. »

Pour récapituler : en mars, les États-Unis et le Royaume-Uni [ont interdit](#) les ordinateurs portables dans les avions provenant de certains aéroports du Moyen-Orient.

Les responsables états-uniens ont déclaré que les renseignements « indiquent que les groupes terroristes continuent de viser l'aviation commerciale » en « plaçant des engins explosifs dans divers articles domestiques ».

D'autres rapports ont fait savoir que la menace provenait d'État Islamique. Trump l'a répété au ministre russe des Affaires étrangères Lavrov et a ajouté que l'origine de la menace est la capitale d'EI, Raqqa. Tout le monde aurait deviné cela. Ce n'était pas un secret. Mais « *des fonctionnaires anciens ou en place* » ont téléphoné à tous les journalistes, pour affirmer que Trump a révélé un renseignement critique, parce que les Russes pourraient maintenant deviner de quel pays les informations provenaient. Quelques heures plus tard, le *Washington Post* et le *New York Times*, et non Trump, ont révélé que [l'information originale](#) provenait d'Israël. Il sera difficile d'accuser Trump de « *fuir aux Russes* » moins d'informations que des « *fonctionnaires anciens ou en place* » ne le font à un journal de grande audience.

Mais comme cette diffamation contre Trump et la Russie a échoué, une nouvelle est nécessaire.

Donc, il y a une semaine, Trump [vira sans autre forme de procès](#) le chef du FBI, James Comey :

Après six mois d'enquête, le FBI n'avait toujours aucune preuve pour soutenir

les rumeurs concernant l'ingérence russe [aux États-Unis] qui ont été balancées un peu partout. Il aurait alors dû clore l'affaire, avec la claire recommandation de ne pas poursuivre le sujet. Que Comey garde l'affaire ouverte peut être vu comme une interférence politique de sa part. Les auditions et les rumeurs publiques concernant l'affaire ont bloqué le calendrier politique. Au lieu de suivre les faits et de décider en fonction de ceux-ci, il a participé lui-même à une campagne politique.

Comey avait espéré ne pas être congédié, tant que l'enquête était en cours. Comme Trump l'a expulsé, Comey a essayé [d'obtenir une audience](#) publique au Congrès pour déverser sa rancœur et se venger. Les dirigeants de la majorité républicaine ont senti le piège et ne l'ont pas invité. Aujourd'hui, il a fait [monter les enchères](#) : « *Un mémo de Comey dit que Trump lui a demandé de mettre fin à l'enquête sur Flynn.* »

Le président Trump a demandé au directeur du F.B.I., James B. Comey, de clore l'enquête fédérale sur l'ancien conseiller à la sécurité nationale de M. Trump, Michael T. Flynn, lors d'une réunion au Bureau ovale en février, selon un mémoire que M. Comey a écrit peu de temps après la réunion.

« J'espère que vous pourrez laisser tomber cela » [I hope you can let this go, la phrase est en effet sibylline, même en anglais, NdT], a déclaré le président à M. Comey, selon le mémo.

Comey a divulgué le mémo, pour soulever de nouvelles allégations contre Trump et pour finalement avoir son entrevue au Congrès. Mais le « *J'espère que vous pourrez laisser tomber cela* » n'est pas une ingérence claire dans une enquête judiciaire. Trump a souhaité simplement que le FBI utilise ses ressources pour examiner d'autres questions, comme la fuite d'informations confidentielles qui se sont produites ces derniers mois. C'est une explication raisonnable contre laquelle on ne peut rien dire. L'enquête sur Flynn, pour violation de la Loi sur l'enregistrement des agents étrangers en relation avec la Turquie (!), continue. Trump n'a donc eu aucune influence sur elle. Si cette conversation est si importante, au point de constituer une violation de la loi, pourquoi Comey a-t-il attendu des mois, jusqu'à ce qu'il ait été renvoyé, pour le faire savoir ?

L'accusation de Comey est un autre non-sujet, une non-histoire. Les dirigeants républicains du Congrès ne vont pas suivre Comey ([ou le feront-ils](#) ?). Si c'est le pire que Comey puisse présenter, il a perdu le combat.

L'État profond, qui s'oppose à toute collaboration avec la Russie et qui veut que Trump soit destitué (vidéo [RealNews](#)), devra maintenant trouver un nouvel angle d'attaque.

Moon of Alabama

Article original en anglais :



[More "Fake News": James Comey Is Losing His Game with Another Non-News Leak](#)

Traduit par Wayan, relu par nadine pour [le Saker Francophone](#)

Articles Par : Moon of Alabama

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca